

Je veux parler d'un article dans le plus récent numéro que j'ai reçu aujourd'hui où on dit que le paresseux ministre des Finances (M. MacEachen)—et je défie la présidence de nommer un autre député qui est mentalement ou physiquement plus paresseux que lui et les députés d'en face de me persuader qu'il avait lu son exposé budgétaire avant de le présenter à la Chambre le 12 novembre dernier car dans cette revue 30,000 avocats canadiens font remarquer que le budget renfermait une erreur de 700 millions de dollars dans le calcul du coût pour les provinces, des programmes à frais partagés.

Normalement, le public ne pense pas que les avocats aient besoin qu'on les défende à la Chambre ou ailleurs, mais on m'informe que les travaux en cours sur lesquelles 30,000 avocats du Canada devront payer des impôts à cause du dernier budget représentent bien un milliard de dollars. Cela ne pose pas de problème aux avocats de sociétés qui présentent des factures provisoires, et cela peut même leur simplifier les choses, mais cette mesure touchera durement les avocats qui représentent des demandeurs et ceux dont les clients ne sont pas vraiment prospères.

Un avocat d'Edmonton, qui s'est deux fois présenté comme candidat libéral aux élections provinciales dans ma province, m'a écrit pour me dire que le budget le forcerait soit à violer la loi, soit à songer à cesser d'exercer le droit. Je signale en passant que cet avocat représente des demandeurs et qu'il compte rarement parmi ses clients des gens qui peuvent régler ses honoraires de façon provisoire. Même s'il ne vote pas pour les libéraux aux prochaines élections, cela ne veut peut-être pas dire grand-chose parce que la plupart des libéraux en Alberta ont déjà été nommés juges. C'est cependant un avocat libéral de ma province qui est écœuré par le budget.

Je signale aussi qu'à part le député de York-Est, le ministre des Finances, l'Association des banquiers canadiens et le Business Council on National Issues, il n'y a pas une seule personne au Canada qui ait quoi que ce soit de bon à dire à propos du budget. Permettez-moi de dire un mot de...

● (1700)

M. Colletette: ... du bill.

M. Kilgour: Ce projet de loi est d'une rare insignifiance quand on pense à tous les problèmes que nous avons à régler. C'est se foutre de nous. C'est même un affront à l'intelligence du député de York-Est.

Si vous le voulez bien, je dirai un mot de la façon dont le gouvernement aborde le problème du chômage, chômage qu'il crée d'ailleurs. L'été dernier, on a annoncé une réduction de 20 p. 100 des services de VIA Rail. Les députés savent que notre parti a mis sur pied un groupe de travail qui s'est rendu dans 13 villes canadiennes pour entendre les représentants des syndicats et des travailleurs touchés. Le groupe de travail s'est vu remettre 320 mémoires. J'aimerais mentionner ce que certains individus, qui ont perdu leur emploi ou qui sont en passe de le perdre, ont à dire au sujet de la sympathie du gouvernement à leur égard. J'aimerais dire un mot en particulier de la situation qui existe à Halifax où le chômage est pire qu'ailleurs dans le pays. Ralph O'Donnell et Warren Hutt, de la Fraternité

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers estiment que la suppression de la ligne de l'Atlantique va amener la mise à pied de 240 employés de VIA Rail et du CN à Halifax. Je me demande, monsieur le ministre du Travail, si le projet de loi prend leur cas en considération.

M. Colletette: Adressez-vous à l'Orateur.

M. Kilgour: Veuillez m'excuser, monsieur l'Orateur. Un employé de VIA Rail a dit au groupe de travail que tous ceux qui n'avaient pas cinq ans d'ancienneté à Halifax allaient se retrouver au chômage. Le bill va-t-il venir en aide à tous ces gens?

A Moncton, Robert Dennis de la Fédération a déclaré, pour sa part, que de nombreux employés de VIA Rail qui travaillaient auparavant pour le CN ou le CP avaient accepté en toute bonne foi de renoncer à leur droit de transférer leurs années d'ancienneté. Et les voilà menacés de perdre leur emploi. Là encore, le bill va-t-il leur venir en aide? On nous a dit qu'aucun des employés licenciés à Moncton ne pourrait travailler dans le couloir Windsor-Québec où de nouveaux emplois vont être créés. M. Dennis avoue que les employés touchés s'estiment trahis par le gouvernement. L'un des conseillers municipaux de Moncton nous a dit également que 300 habitants de Moncton qui travaillent dans l'immobilier sont pratiquement sans travail à cause de la crise du logement consécutive aux difficultés que connaît VIA Rail. Personne en face ne semble se soucier le moins du monde des gens de Moncton et des autres régions des Maritimes directement touchés par les mesures prises l'été dernier par le gouvernement fédéral.

Au Québec, Hervé Villeneuve, des Travailleurs unis es transports nous a déclaré:

Après 38 ans au service voyageur, je vais devoir retourner sur les trains de marchandise et être disponible sept jours sur sept.

Voilà toute la compassion et la sollicitude dont témoigne le Parti libéral qui forme actuellement le gouvernement majoritaire.

L'Association des syndicats de cheminots canadiens nous a également déclaré:

Autrement, malgré toutes les belles paroles, VIA Rail ne sera peut-être, en fin de compte, qu'un moyen à peine déguisé...

Malheureusement, il me manque le reste de la citation, mais l'association parlait, je pense, d'un moyen à peine déguisé d'éliminer les trains de voyageurs au Canada.

Dans les Prairies, la même association nous a dit:

Le CN a déjà fait savoir que 200 à 250 postes (à Winnipeg) deviendront inutiles à compter du 15 novembre.

Je me demande si ce bill va aider les gens de Winnipeg qui sont mis à pied à cause du gouvernement.

Le Conseil du travail de Winnipeg qui représente 115 syndicats locaux et plus de 30,000 employés nous a déclaré que les réductions du service VIA Rail leur coûteraient plus de 500 emplois au cours de la phase initiale du nouveau programme gouvernemental. Il a également mentionné d'autres emplois qui disparaîtront plus tard. Je me demande si ce bill va aider certaines de ces personnes.